

L'UE dépense des centaines de millions d'euros pour faire taire ses opposants

écrit par Celestin Bouchabiel | 21 août 2025





Au début de l'été, le groupe de réflexion conservateur MCC Bruxelles a publié un rapport soulignant une tendance inquiétante à financer, par l'argent des contribuables, des « recherches » sur les propos prétendument haineux et la désinformation.

L'UE dépense des sommes colossales pour contrôler le débat public et étouffer les voix dissidentes.

Le rapport « *Manufacturing Misinformation : The EU-Funded Propaganda War Against Free Speech* » (= « *Fabriquer la désinformation: la guerre de propagande financée par l'UE contre la liberté d'expression* ») a

été rédigé par le Dr **Norman Lewis**, un expert britannique en réglementation des communications numériques qui compte plus de vingt ans d'expérience, rapporte *Samnytt*.



Docteur Norman Lewis

Au cours de ses recherches sur ce sujet, **Lewis a identifié 349 projets financés par la Commission européenne, principalement par le biais du programme de recherche Horizon, axés sur la lutte contre la « propagande haineuse » et la « désinformation »**. Le coût de ces projets s'élève à **649 millions d'euros**, soit 31% de plus que ce que Bruxelles consacre à la recherche transfrontalière sur le cancer.

«Cette allocation massive de fonds publics a été délibérément utilisée **pour financer un complexe orwellien de désinformation qui dicte et contrôle le langage du débat public**», écrit le groupe de réflexion dans un communiqué de presse relayé par *The European Conservative*.

Il existe plusieurs exemples concrets qui montrent qu'il

ne s'agit pas d'un acte bienveillant d'un gouvernement responsable, mais d'une attaque systématique contre la liberté d'expression en Europe. Cela étouffe le débat ouvert et favorise les projets de Bruxelles, affirme-t-on.

Protéger le statu quo

Lewis a également identifié une liste de termes délibérément ambigus et euphémiques souvent associés à ce type de projets, destinés à créer un cadre idéologique artificiel. **L'objectif est de contrôler le discours politique et de délégitimer les opposants.** À long terme, le but est de créer une « panique morale » qui justifie des instruments de censure à grande échelle tels que la loi sur les services numériques (DSA) et le bouclier démocratique (EDS).

« *Il ne s'agit pas d'une quête de vérité ou de nouvelles connaissances, mais simplement de l'adhésion à un discours bureaucratique élitiste visant à protéger le statu quo* », explique Lewis.

L'aspect le plus inquiétant du rapport est peut-être que bon nombre des projets mentionnés concernent le développement de systèmes d'IA avancés. Ces systèmes sont non seulement chargés de surveiller et de censurer en temps réel les contenus indésirables, mais aussi d'influencer le comportement des utilisateurs en « formant » les jeunes en ligne pour qu'ils deviennent des « agents » autonomes ou des « gardiens de la liberté d'expression » au service du discours de l'UE.

euro-synergies.hautetfort.com

Source